

Objet : Réponse du MEDEF à la consultation publique de l'ARCEP concernant
« La décision relative à la mise en place d'une collecte annuelle de données
environnementales »

Remarques générales :

1. Le MEDEF souhaiterait souligner dans un premier temps la nécessité de **coordonner les demandes et les travaux** réalisés par les différents acteurs, dont l'ARCEP, aussi bien à l'échelon national qu'europpéen.

En effet, la fréquence des sollicitations pèse sur les entreprises qui doivent communiquer, voire produire, des éléments pour y répondre. A ce titre, la base EPREL et le futur passeport produit numérique devront être exploités alors que certains éléments pourraient nécessiter la mise en place d'une comptabilité analytique ou d'outils spécifiques.

Ainsi, la coordination des calendriers de publication des données environnementales issues des différentes obligations de reporting serait à même de faciliter le recueil par les entreprises de ces données. Cela représenterait un gage important de simplification et de lisibilité pour les entreprises, et contribuerait grandement au succès de la mise en place du baromètre.

Enfin, la méthodologie mise en œuvre dans le calcul de l'empreinte environnementale devra reposer sur des standards internationaux reconnus et éprouvés de mesure.

2. La date de première mise en application, fixée au 15 janvier 2023, se révèle prématurée au regard du calendrier de publication définitive et des efforts d'organisation interne nécessaires.

Réponses précises :

Question 1. Avez-vous des remarques sur le seuil à compter duquel l'obligation de communication d'informations s'applique aux fabricants d'équipements terminaux ?

Le MEDEF relève que ces seuils étant très bas, la quasi-totalité des entreprises fabriquant des équipements terminaux peuvent potentiellement être concernées par cette communication d'informations.

Question 3. Avez-vous des remarques sur les données qu'il est envisagé de collecter ?

Le MEDEF relève que plusieurs de ces données, à l'instar de la durée totale d'utilisation selon l'année de commercialisation, ne sont pas à la disposition des fabricants.

En outre, il est indispensable d'assurer la confidentialité des données communiquées et de les diffuser de manière agrégée.

Enfin, afin de disposer d'une vision globale et complète de l'empreinte environnementale des produits concernés, les informations collectées doivent également prendre en considération la totalité de la chaîne de valeur du numérique (reconditionneurs, réemploi...) et sa complexité (chaînes de valeurs de niveau mondial, intermédiaires multiples...).

Question 7. Avez-vous des remarques sur le seuil à compter duquel l'obligation de communication d'informations s'applique aux opérateurs de centres de données ?

Le MEDEF relève que la définition d'opérateur de centre de données introduite par la loi n° 2021-1755 du 23 décembre 2021, ne permet pas d'identifier clairement les acteurs visés par le dispositif puisque différentes catégories d'acteurs figurent dans l'écosystème des centres de données :

- les utilisateurs de centres de données, louant des infrastructures informatiques dans un centre de données appartenant à un tiers
- les opérateurs non-proprétaires de centres de données, possédant l'infrastructure informatique dans le centre et l'utilisant pour leur propre usage ou pour des tiers
- les propriétaires et exploitants de centres de données, possédant l'installation du centre de données et exploitant l'infrastructure informatique
- les propriétaires non-exploitants de centres de données, possédant le centre et exploitant uniquement l'infrastructure de support (distribution d'électricité, bande passante, sécurité physique, etc.).

En outre, ces acteurs peuvent coexister dans un seul centre de données et, selon le site concerné, une même entreprise peut appartenir à plusieurs catégories. Certaines données ne sont par ailleurs pas nécessairement partagées entre ces différents acteurs, en particulier dans le cas de la colocation. Des précisions semblent alors nécessaires pour identifier les acteurs concernés par la collecte de donnée. Il peut ainsi être pertinent de désigner explicitement, pour chaque indicateur, quel est l'acteur chargé de communiquer les données afin de réduire le risque de double comptage et d'assurer une collecte de données adaptées et fiables.

Question 9. Avez-vous des remarques sur les données qu'il est envisagé de collecter ?

Le MEDEF renouvelle ses préconisations sur la sécurité, l'utilisation et la transmission des données, afin d'éviter notamment toute difficulté sur le champ concurrentiel.

En ce qui concerne le traitement des données collectées, le projet de décision prévoit que les données feront l'objet d'un « *retraitement et d'une diffusion contrôlée au sein de l'Autorité* ». Des précisions sur la nature du retraitement et le périmètre de cette « *diffusion contrôlée* » permettraient de renforcer la confiance dans le dispositif.

La mise en place d'une plateforme sécurisée par l'ARCEP peut à ce titre être envisagée.

Question 10. Avez-vous des remarques concernant les points de mesure les plus pertinents pour le calcul des consommations énergétiques et électriques des centres de données ?

Le MEDEF jugerait pertinent de conformer le projet de décision de collecte aux normes ISO en vigueur, en particulier la norme PUE (ISO 30134-2).

En outre, il pourrait être intéressant de déterminer un seuil opérationnel favorisant une collecte de données harmonisées afin que ces dernières puissent être comparées. Par exemple, lors des phases

de mise en service et de mise hors service, les centres de données consomment davantage d'énergie relativement au service fourni : les données issues de ces phases ne sont donc pas forcément représentatives de l'efficacité énergétique réelle du centre de données. Il s'agira également de distinguer la puissance électrique « réservée » par le locataire pour une utilisation future et la consommation effective d'électricité du locataire.

Question 11. L'Arcep envisage à l'avenir de collecter des informations sur la réutilisation de l'eau, son traitement chimique, etc. Avez-vous des remarques concernant cette proposition ?

Le MEDEF estime également pertinent de se référer aux normes ISO en vigueur, et notamment la norme WUE (ISO 30134-9).

Sur cet indicateur, il serait intéressant de préciser quel est le périmètre du volume d'eau à considérer, afin de ne pas prendre en compte la consommation en eau annexe non-liée à l'hébergement de données (bureaux, sanitaires, etc.).

Question 12. Avez-vous des remarques concernant les modalités de restitution des indicateurs par l'Arcep ?

La publication par l'Arcep d'un guide méthodologique complétant le projet de décision en amont des opérations de collecte faciliterait le travail de recueil des données par les entreprises. Ce guide permettrait par exemple de préciser, pour chaque indicateur, l'acteur visé par l'obligation de transmission des données, l'objectif recherché par la collecte de ces données, des remarques utiles aux entreprises pour la collecte des données ou encore des précisions sur l'articulation de ces indicateurs avec d'autres dispositifs européens ou nationaux prévus ou déjà existants sur le même périmètre de données.

Question 17. Avez-vous d'autres remarques à formuler ?

Le MEDEF renouvelle ses remarques générales formulées en préambule de la réponse à la consultation.